

## QUELQUES REFLEXIONS SUR L'ÉTAT DU MONDE ET DE L'EUROPE

Le monde avant 1989, avant la chute du mur de Berlin, était depuis 1947 caractérisé par la « Guerre froide », dont le mur était précisément le symbole. C'était un monde « bipolaire » qui était dominé par l'affrontement de deux blocs et de deux superpuissances : l'Union Soviétique et les États-Unis, l'Europe de l'Ouest étant sous la protection de ceux-ci.

La chute du mur de Berlin liquide les séquelles de la « Guerre froide » (on parle alors de « post-guerre froide »), réunit l'Europe et marque la fin du communisme en Europe avec l'effondrement de l'Union Soviétique en 1991. Les anciens pays de l'Est rejoignent l'Union européenne pour la plupart en 2004. C'est la réalisation de la promesse faite par Robert Schuman en 1959 : « Nous ne devons pas construire l'Europe uniquement dans l'intérêt des peuples libres. Nous devons être en mesure d'accueillir les peuples de l'Est le jour où ils nous le demanderont. »

Francis Fukuyama, grand spécialiste américain des relations internationales, dans son ouvrage *La fin de l'histoire et le dernier homme* (Flammarion, 1992) développait la thèse selon laquelle, après la chute du mur et la fin de l'URSS, la progression de l'histoire humaine, envisagée comme un combat entre les idéologies, touchait à sa fin avec le consensus sur la démocratie libérale qui tendrait à se former après la fin de la « Guerre froide ». Dans le droit fil de Fukuyama certains auteurs ont évoqué alors un monde unipolaire, dominé par les États-Unis. Qui plus est, la mondialisation, notamment économique, et l'interdépendance croissante des acteurs dans le monde affaiblissaient la puissance traditionnelle des États pour renforcer au contraire ce que le politiste américain Joseph Nye appelait le « soft power », c'est-à-dire une autre forme de puissance reposant sur des moyens de persuasion comme l'influence culturelle et politique, le rayonnement économique, l'attractivité scientifique... (cf. notamment son ouvrage *Soft power : The means to Success in World Politics*, Public Affairs, 2004).

Le monde d'aujourd'hui est malheureusement bien éloigné de celui qu'annonçait Francis Fukuyama et de celui que décrivait Joseph Nye. Dans le monde d'aujourd'hui la démocratie libérale ne fait plus du tout consensus et se heurte à ce que Stephen Holmes et Ivan Krastev appellent, dans leur ouvrage *Le Moment illibéral* (Fayard, 2019) les « antilibéralismes autoritaires » qui n'épargnent pas l'Europe. Quant au « soft power », il a été remplacé par la puissance militaire, c'est-à-dire le « hard power », s'incarnant principalement dans trois superpuissances : la Chine avec son agressivité commerciale et ses revendications territoriales, la Russie qui s'est, entre autres, accaparée la Crimée en 2014, puis a de fait déclaré la guerre à l'Ukraine en février 2022. Et maintenant les États-Unis de Donald Trump qui viennent, au mépris du droit international, d'intervenir militairement au Venezuela pour capturer le Président Maduro sans même demander l'aval du Congrès, avec comme objectif de mettre la main sur les immenses réserves de pétrole, et qui ont aussi des visées sur le Groenland, territoire autonome appartenant au Danemark.

L'Europe avait déjà deux adversaires de taille : la Chine qui mène une guerre commerciale et prend le contrôle d'entreprises stratégiques, et surtout la Russie qui en attaquant l'Ukraine a, non seulement ramené la guerre sur le continent européen mais menace aussi gravement l'Union européenne. Comme le déclarait récemment Monika Sus, Professeur à l'Institut européen de Florence : « La Russie est en guerre avec nous, mais nous préférons prétendre que

nous ne sommes pas en guerre avec la Russie » ; en référence évidemment à la guerre hybride. Comme l'écrit Jean-Marie Guéhenno, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et professeur à l'Université Columbia (*Le Monde*, 5 janvier 2026) : « Les États-Unis sont maintenant le troisième prédateur à vouloir dépecer une Europe dépendante et faible ».

La guerre en Ukraine a été pour les nations européennes un électrochoc et la révélation de leur faiblesse militaire. Elle leur a fait « prendre conscience [...] qu'un mode de gouvernance fondé sur le soft power ne suffit plus », pour reprendre les propos du consultant et chercheur Mujtaba Rahman (*Le Monde*, 2 janvier 2026). Dans le rapport annuel de l'Institut français des relations internationales, *Ramsès 2026* (Dunod 2026), le chercheur Léo Péria-Peigné souligne qu'en une semaine en 2022, donc au début de la guerre, « la Russie et l'Ukraine tiraient plus d'obus que l'Europe entière n'en produisait en une année » !

L'Europe se retrouve prisonnière des choix effectués aux lendemains de la guerre, c'est-à-dire une construction européenne fondée sur l'économie et le marché commun pour garantir la paix en Europe, comme le déclarait Robert Schuman dans son célèbre discours du 9 mai 1950 : « L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre ». Certes l'idée de défense européenne va très vite apparaître au début des années 50, à l'instigation des États-Unis qui souhaitaient réarmer la République fédérale allemande. Devant le refus quasi unanime de la renaissance d'une armée allemande, Jean Monnet et le président du Conseil René Pleven imaginèrent une Communauté européenne de défense (CED), mutualisant en quelque sorte les armées européennes au sein desquelles des contingents allemands auraient été intégrés, le tout sous commandement commun rattaché à l'OTAN. Comme on le sait le Traité du 27 mai 1952 instituant la CED a été rejeté par la France le 30 août 1954. Finalement l'échec de la CED traduit l'incapacité, et jusqu'à nos jours, des États européens de concevoir une défense européenne indépendante de l'OTAN et des États-Unis. Robert Marjolin (alors collaborateur de Monnet, négociateur des traités de Rome en 1957, puis vice-président de la Commission) parle dans ses *Mémoires* (Paris, Robert Laffont, 1986) « d'une décision prise implicitement par les Européens après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, celle de s'en remettre aux Américains pour leur défense ». Qui plus est au moment du monde unipolaire qui a suivi l'éclatement de l'Union soviétique, beaucoup d'États européens ont réduit drastiquement leurs budgets de la défense, le risque de conflit s'étant a priori éloigné.

Les européens ont beaucoup tardé à prendre la mesure du retour des empires, des superpuissances et des zones d'influence, pourtant manifeste avec l'annexion de la Crimée par Poutine en 2014 et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en 2017 qui martelait déjà son slogan « America first » et émettait de sérieux doutes sur l'avenir de l'OTAN. Leur dilemme aujourd'hui sur le Groenland l'illustre bien. Comme le disait Hillary Clinton : « Il est difficile de parler durement à son banquier ». Surtout lorsqu'on compte sur lui pour défendre l'Ukraine et donc l'Europe. Et une annexion par les États-Unis et par la force du Groenland signerait probablement l'acte de décès de l'OTAN puisqu'un membre fondateur (et le plus puissant) agresserait un autre membre fondateur sans que l'article 5 du Traité qui prévoit une assistance mutuelle puisse être envisagé. Comme le déclarait le 5 janvier Stephen Miller, principal conseiller de Donald Trump : « Personne ne va combattre militairement les États-Unis au sujet du futur du Groenland ». Et certainement pas les Européens.

Au-delà du problème majeur de la sécurité, la toute puissance américaine s'affiche dans de nombreux domaines, comme jamais auparavant, notamment quant à l'imposition unilatérale de

droits de douane exorbitants et asymétriques ou quant au régime fiscal ou à la régulation, en Europe, des géants du numérique que Trump considère comme un casus belli. Et concernant la protection des données, l'intelligence artificielle, la mise à jour de logiciels (en particulier pour la défense), l'Europe est aujourd'hui totalement dépendante des États-Unis. Les juges de la Cour pénale internationale, sanctionnés par l'administration américaine, peuvent en témoigner, eux qui n'ont plus accès aux cartes de crédit (toutes gérées par des entreprises américaines) et sont également dans l'incapacité d'effectuer le moindre achat en ligne.

Il est donc permis de se demander si la souveraineté européenne ne sera pas bientôt complètement remise en cause par l'administration américaine. L'Europe, et je cite encore Jean-Marie Guéhenno, étant pour les États-Unis « un adversaire idéologique et géopolitique à abattre ».

Il ne faudrait pas néanmoins jeter l'Europe avec l'eau du bain. L'Europe a su réagir à la crise du Covid avec la politique d'achats groupés de masques et de vaccins et surtout avec le plan de relance ambitieux de juillet 2020 de 750 milliards, pour les deux tiers sous forme de subventions (et non de prêts), instaurant donc une solidarité entre les « 27 » jamais vue dans l'histoire de l'Europe. Elle n'a pas non plus tergiversé concernant l'Ukraine, devenue pays candidat, avec dix-neuf paquets de sanctions contre la Russie et une aide massive à l'Ukraine. Le Conseil européen du 18 décembre dernier a acté un endettement commun de 90 milliards au profit de l'Ukraine, sous la forme d'une coopération renforcée à 24 États. Elle a fait aussi des efforts pour réduire sa dépendance énergétique. D'ailleurs la dernière enquête « Eurobaromètre standard » de la Commission à l'automne 2025 confirme l'attachement des citoyens européens et même des français à l'Union européenne (UE) : par exemple, 59% des français interrogés se sentent citoyens de l'UE, 61% considèrent que la France a bénéficié de son appartenance à l'UE et 74% se déclarent favorables à une politique de sécurité et de défense commune des États membres.

Mais la souveraineté européenne, son poids géopolitique et sa capacité à contenir et à résister à la Russie, mais aussi à rivaliser avec la Chine et les États-Unis et à influencer le système mondial dépendent de sa capacité d'investissement et d'innovation, notamment dans l'énergie décarbonée, l'IA et les nouvelles technologies, mais avant tout de sa capacité à se réarmer. Comme le déclarait très récemment le commissaire européen à la défense, Andrius Kubilius, l'Europe devrait créer une puissante force militaire permanente de 100 000 soldats et réformer ses processus politiques régissant la défense, avec des institutions, notamment un « Conseil de sécurité européen » incluant le Royaume-Uni, et la volonté politique de dissuader et, si nécessaire, de se battre.

Je conclurai avec Pascal, dans ses *Pensées* (298-299) :

« La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants ; la force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force et pour cela faire en sorte que ce qui est juste soit fort, ou que ce qui est fort soit juste.